

LE PATRON DE LA RÉPRESSION INTÉRIEURE

John Ashcroft, dans le secret des dieux



John Ashcroft est l'un des éléments centraux du régime Bush. Leader reconnu des fondamentalistes chrétiens, il est désormais en charge de l'ensemble de l'appareil répressif à l'intérieur des États-Unis. Partisan du port d'armes, de l'interdiction de l'avortement, de la pénalisation de l'homosexualité, il a introduit le concept de « justice préventive ». Il a longuement préparé l'USA Patriot Act, véritable Code de l'antiterrorisme, qu'il a présenté tout ficelé au Congrès au lendemain du 11 septembre. Il supervise le fichage des musulmans pratiquants et la construction de camps d'internement. Vides pour le moment.

page 2

Malgré les preuves, les faucons continuent de légitimer l'agression de l'Irak

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

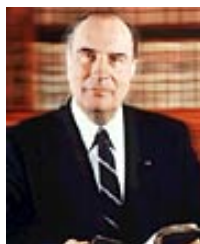
Gary Schmitt, directeur du think tank électoral de George W. Bush, n'est pas ébranlé par les déclarations de David Kay indiquant que l'Irak n'avait plus de programme effectif d'« armes de destruction massive » depuis 1991. En effet, une guerre préventive vise à résoudre un problème avant qu'il ne soit trop tard. Et Saddam Hussein avait l'intention de construire ces armes.

page 8

PREMIÈRE GUERRE DU GOLFE

Le double jeu de François Mitterrand

IL Y A 3 MOIS SUR RÉSEAUVOLTAIRE.NET



En 1990, après avoir incité le Koweït à ruiner l'Irak, les États-Unis laissèrent entendre à Bagdad qu'ils ne s'opposeraient pas à l'invasion du Koweït. Mais lorsque Saddam Hussein passa à l'acte, ils

organisèrent l'opération « Tempête du désert ». Conscients du piège dans lequel était tombé l'Irak, des dirigeants arabes sollicitèrent la médiation française pour sauver la paix en permettant à Saddam Hussein de faire marche arrière. Le négociateur français, Marc Boureau d'Argonne, révèle le détail de ces discussions secrètes et le refus au dernier moment, par le président Mitterrand, de signer le protocole d'accord, laissant le piège se refermer. Loin d'avoir voulu empêcher la guerre du Golfe, la France a-t-elle participé à sa fabrication ?



RICHARD PERLE SOUTIEN LES MOUJAHIDEENS DU PEUPLE

Les Gipsy Kings ont animé, le 24 janvier 2004 au Palais des congrès de Washington, une soirée en solidarité avec les victimes du tremblement de terre en Iran. Derrière cet énoncé humanitaire, il s'agissait en réalité d'un meeting des Moujahideens du Peuple, le mouvement armé de Massoud et Myriam Rajavi. Cette organisation, qui combat le régime de Téhéran, avait trouvé refuge en Irak et servait d'exécuteur des basses œuvres de la dictature de Saddam Hussein. Elle est aujourd'hui qualifiée de « terroriste » par le département d'État. Pourtant ce rassemblement était autorisé et l'orateur vedette de la soirée n'était autre que Richard Perle, conseiller du Pentagone, qui a appelé au renversement du gouvernement iranien.

Le patron de la répression intérieure

John Ashcroft, dans le secret des dieux

John Ashcroft est l'un des éléments centraux du régime Bush. Leader reconnu des fondamentalistes chrétiens, il est désormais en charge de l'ensemble de l'appareil répressif à l'intérieur des États-Unis. Partisan du port d'armes, de l'interdiction de l'avortement, de la pénalisation de l'homosexualité, il a introduit le concept de « justice préventive ». Il a longuement préparé l'USA Patriot Act, véritable Code de l'antiterrorisme, qu'il a présenté tout ficelé au Congrès au lendemain du 11 septembre. Il supervise le fichage des musulmans pratiquants et la construction de camps d'internement. Vides pour le moment.



Ce n'est qu'après les attentats du 11 septembre 2001 que George W. Bush s'est imposé comme leader spirituel des fondamentalistes chrétiens états-uniens. Ce rôle masque désormais celui de John Ashcroft, qui représente précisément le courant fondamentaliste au sein de l'administration Bush.

Fils et petit-fils de pasteur, John Ashcroft est né le 9 mai 1942, à Chicago (Illinois). Mais il a été élevé à Springfield, au siège mondial d'un mouvement évangélique pentecôtiste, les **Assemblées de Dieu**. Cette confession, qui revendique 2,5 millions de fidèles aux États-Unis, se caractérise par une lecture fondamentaliste de la Bible, une croyance dans le baptême de l'esprit, et une

activité missionnaire agressive. Springfield est l'une des trois villes importantes du Missouri, un État sudiste, profondément marqué par les discriminations raciales.

John Ashcroft poursuit honorablement des études de droit des affaires à l'université de Yale, puis à celle de Chicago. En outre, il se distingue dans les équipes universitaires de football américain. En 1967, il épouse une de ses condisciples, Janet Roede, avec laquelle il ouvre un cabinet d'avocats. Ils écriront ensemble deux manuels de droit universitaires et auront trois enfants.

Divine Providence : en pleine campagne électorale, son concurrent meurt



La carrière politique locale de John Ashcroft est un étrange jeu de chaises musicales qui lui permet de gravir tous les échelons en profitant des absences de ses adversaires et des renoncements de ses rivaux, sans jamais livrer bataille.

En 1973, il se présente aux élections législatives du Missouri. Mais il est battu. Cependant, le gouverneur républicain de l'État, Kit Bond, qui entend inclure dans son équipe un représentant des Assemblées de Dieu, le nomme State Auditor [1]. Un an plus tard, Bond perd les élections, comme de

nombreux républicains dans la foulée du Watergate. Ashcroft se trouve alors un job au cabinet de l'Attorney general de l'État [2], le père John Danforth de l'Église épiscopaliennne. Il y partage son bureau avec le jeune juriste, Thomas Clarence. Celui-ci joue de manière caricaturale le rôle de « noir de service », d'alibi politique, dans une équipe réputée pour son intolérance raciale. Il sera nommé, en 1991 par Bush père à la Cour suprême des États-Unis [3].

Lorsque John Danforth devient sénateur, John Ashcroft, devenu son dauphin, se fait élire à sa place d'Attorney general. Il y restera deux mandats, juste le temps de restreindre l'exercice du droit à l'avortement.

Lorsqu'en 1984, son ami Kit Bond devient sénateur, Ashcroft est élu gouverneur à sa place. À cette fonction, il échoue à interdire l'accès d'une femme ayant subi un avortement à une seconde interruption volontaire de grossesse.

En 1994, le père John Danforth ayant renoncé à se représenter au poste de gouverneur, son dauphin Ashcroft est élu à sa place. Au Capitole, Ashcroft se fait le champion de l'ordre moral et exige de couper les crédits de la Fondation nationale des arts (National Endowment for the Arts) après qu'elle eut subventionné une exposition du photographe gay Robert Mapplethorpe qu'il qualifie d'indécente et de blasphématoire.

Il se représente, en 1998, contre le gouverneur sortant, Mel Carnahan, qu'il accuse de soutenir les criminels puisque, à la demande expresse du pape Jean-

Paul II, il a commué la peine d'un meurtrier condamné à mort. C'est à ce moment qu'intervient la Divine Providence : en pleine campagne électorale, Carnahan meurt dans l'accident de son avion privé. La Constitution du Missouri ne reconnaissant pas plus la souveraineté populaire que celle des États-Unis, la campagne n'est pas interrompue. Elle se poursuit sans que les démocrates puissent présenter de candidat. Les électeurs n'en sanctionnent pas moins Ashcroft en votant majoritairement pour son défunt rival. Bien qu'ayant perdu l'élection à plate couture, Ashcroft est nommé sénateur par la Cour suprême du Missouri. Puis, il mène une campagne pour la destitution de Ronnie White, premier juge noir nommé à cette Cour suprême, qu'il accuse de complaisance avec les criminels pour s'être opposé dans de rares cas à des condamnations à mort.

L'appartenance de John Ashcroft à la Confrérie des leaders chrétiens est attestée depuis le début des années 80, mais on ignore quelle fonction il y exerce. Cette organisation très secrète, joua un rôle central dans la lutte idéologique contre le communisme, durant la Guerre froide. Son seul responsable public est le pasteur Billy Graham. Traditionnellement implantée au Pentagone, elle est aussi présente dans les états-majors des partis politiques et semble avoir favorisé l'ascension de John Ashcroft.

« Nous n'avons pas de roi, mais Jésus ! »

Fervent pentecôtiste, John Ashcroft ne commence jamais une journée de travail sans imposer une prière collective à ses collaborateurs dans les locaux publics. Il compose des psaumes et aime à pousser le cantique en public. Considérant ses deux « élections » au Capitole comme des élections divines,



il a demandé, lors de chacune d'elles, à ses frères de l'Assemblée de Dieu de l'oindre d'huile selon le rite biblique des rois d'Israël. Le 8 mai 1999, il prononce un discours à la **Bob Jones University** (Caroline du Sud), sorte de séminaire raciste et anti-catholique où sont formés les prêcheurs chrétiens fondamentalistes. Il y expose sa conception des États-Unis et de la politique : *« Un slogan de la révolution américaine qui affligea tant les émissaires du roi qu'ils en rendirent compte dans leurs correspondances avec l'Angleterre était le vers "Nous n'avons pas de roi, mais Jésus". Les percepteurs d'impôts venaient et demandaient ce qui relevait du roi, et les colons répondaient souvent : "Nous n'avons pas de roi, mais Jésus". Ce slogan a trouvé sa place dans les textes fondamentaux de ce pays. Vous pouvez citer la déclaration d'indépendance avec moi : "Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables." Seule parmi les nations, l'Amérique*

reconnait la source de notre nature comme divine et éternelle et non sociale et temporelle. Et parce que nous avons compris que notre source est éternelle, l'Amérique est différente. Nous n'avons pas de roi, mais Jésus ! »

Pour financer son action John Ashcroft crée le Spirit of America Political Action Committee. Celui-ci reçoit des dons des principaux télévangélistes (Pat Robertson, Jerry Falwell, D. James Kennedy, etc.) et groupes de pression de la Christian Coalition (Free Congress Foundation, American Family Association, Family Life Seminars, American Center for Law and Justice, etc.). Il ne paye pas seulement les campagnes électorales, mais aussi des actions politiques comme le soutien aux protagonistes de l'affaire Lewinski, aux côtés de l'invisible banquier Richard Mellon Scaife et la dénonciation du « prédateur sexuel Clinton ».



En 2001, son audition de confirmation par le Sénat au ministère de la Justice est particulièrement houleuse. Les parlementaires, qui le connaissent bien, s'inquiètent de voir un fondamentaliste obsédé par la supériorité « Loi divine » être en charge de l'application des lois positives des États-Unis. Il est néanmoins investi. Il s'entoure immédiatement d'un cabinet très politique et commence à réformer son administration.

Membre à vie de l'Association nationale des porteurs d'armes (NRA), il déclare que le deuxième amendement n'interdit pas la détention personnelle d'armes [4], y compris d'armes d'assaut, et abroge diverses dispositions de la loi Brady et de la réglementation Clinton.

Le fichage de tous les musulmans pratiquants et la construction de camps de rétention pour des milliers de personnes

Il dénonce la « justice répressive » au profit de la « justice préventive ». L'idéal, affirme-t-il, n'est pas de réprimer le crime, mais de l'empêcher. Or, le crime n'est que la poursuite de la petite délinquance, il convient donc d'incarcérer les petits délinquants pour les empêcher de commettre des crimes. La peine ne doit pas être proportionnelle à l'acte déjà commis, mais à celui qu'on veut prévenir.

Un point de vue qui a été taillé en pièces par Hollywood avec *Minority report*.



Six jours après les attentats du 11 septembre 2001, il présente au Congrès un ensemble de mesures anti-terroristes, l'*USA Patriot Act*. Ce projet de loi de 132 pages, d'une extrême complexité juridique, a exigé des mois, sinon des années de préparation. Il suspend pour quatre ans les libertés individuelles du justiciable garanties par la Charte des Droits, c'est-à-dire par les premiers amendements constitutionnels.

Immédiatement après, il fait arrêter plus d'un milliers de suspects, qui sont placés au

secret. La plupart seront relâchés. D'autres croupissent encore en prison, sans bénéficier des droits utiles à leur défense.

Puis, il demande au FBI de fiché tous les pratiquants de la religion musulmane aux États-Unis, qu'ils soient étrangers ou nationaux, au motif que les terroristes sont parmi eux.

Enfin, il décide la construction préventive de camps de rétention, pour des milliers de personnes. À toutes fins utiles.

Il tente d'interdire les avortements thérapeutiques par aspiration. Ce qui le choque particulièrement en tant que chrétien fondamentaliste, ce n'est pas le caractère tardif de ces avortements, mais la méthode employée. Le fœtus n'est pas extrait par césarienne, mais par voie vaginale après dilation artificielle de l'organe. Il s'agit donc à ses yeux d'une « naissance partielle » et donc d'un infanticide.

Enfin, il se consacre à la lutte contre la corruption dans le monde. Le monde est régité par la corruption, prohibée par Moïse, a-t-il expliqué Bible à la main au Forum économique de Davos, le 22 janvier dernier. Nous devons donc lutter



contre ce fléau de manière à garantir le libre-marché et à nous affranchir de la « *route de la servitude* », selon l'expression de l'économiste libertarien Friedrich von Hayek.

Et ce n'est qu'un début. Élu de Dieu, John Ashcroft a réservé des noms de sites internet et mis en place des comités pour sa campagne éventuelle de vice-président : on ne sait jamais, la Divine Providence pourrait libérer le poste de Dick Cheney, gravement malade du cœur.

[1] Le State Auditor est l'équivalent d'un président de Cour des comptes de l'État fédéré. Ce poste est soumis à élection, mais dans ce cas particulier, il s'agit de pourvoir à une vacance temporaire par nomination.

[2] L'Attorney general est l'équivalent du ministre de la Justice.

[3] La nomination du juge Clarence a fait l'objet d'une vive polémique après qu'il eût été accusé de harcèlement sexuel par une de ses anciennes assistantes, Anita Hill. Le président George W. Bush avait choisi de nommer un juge noir pour montrer son absence de préjugé raciste, mais, bien qu'ultra-conservateur, celui-ci paraissait soudain incarner les tares que les racistes imputent aux noirs.

[4] C'est historiquement absurde. Le deuxième amendement garantit le droit des États fédérés à disposer de milices, donc d'armes. Il ne s'applique pas aux particuliers en dehors de leur activité dans ces milices fédérées.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Malgré les preuves, les faucons continuent de légitimer l'agression de l'Irak

Analyse

Gary Schmitt, directeur du think tank électoral de George W. Bush, n'est pas ébranlé par les déclarations de David Kay indiquant que l'Irak n'avait plus de programme effectif d'« armes de destruction massive » depuis 1991. En effet, écrit-il dans le *Los Angeles Times*, une guerre préventive vise à résoudre un problème avant qu'il ne soit trop tard, or selon lui, Saddam Hussein avait l'intention de construire ces armes quand il le pourrait, donc peu importe qu'il n'ait pas eu le temps de le faire.

Également auto-satisfait, l'ambassadeur des États-Unis en France, Howard H. Leach, assure dans *Le Figaro* que les relations entre les deux pays sont en voie de réchauffement. Il réussit à s'en convaincre en affirmant qu'ils sont contraints de s'unir pour faire face aux mêmes menaces. Reste évidemment à démontrer que les attentats du 11 septembre ont été commis par des islamistes qui menacent Paris comme New York.

Autre tonalité : le général Anthony C. Zinni, adversaire résolu des néo-conservateurs, dénonce dans le *Los Angeles Times* leur politique en Irak. La dissolution de l'armée irakienne et la « déba'asification » de l'administration ont privé le pays de ses cadres les plus compétents et l'ont fait sombrer dans un chaos durable. Il est encore temps de changer d'attitude, écrit-il, suggérant implicitement qu'il faut « dé-néoconservatiser » à Washington.

George Perkovich, coauteur d'un rapport remarqué sur l'absence d'armes de destruction massive en Irak, souhaite éviter une dérive politicienne de la polémique. S'exprimant dans le très conservateur *Washington Times*, cet expert démocrate invite à se poser des questions constructives sur la réforme des services de renseignement plutôt que de se renvoyer la responsabilité des erreurs passées.

De même, le stratège Zbigniew Brzezinski s'inquiète du discrédit des États-Unis et de la faillite de ses services de renseignement dans la justification de l'attaque de l'Irak. Aspirant à l'évidence à revenir au pouvoir et à y trouver une administration assainie, il demande dans le *Washington Post* la création d'une Commission indépendante chargée de concevoir une réforme des services. Une démarche qui illustre, une fois de plus, que l'opposition entre démocrates et républicains à propos de la méthode Bush ne doit pas cacher le consensus bipartisan sur la volonté de domination globale.

Nir Boms et Reza Bulorchi, deux experts proches des néo-conservateurs, s'efforcent dans le *Jerusalem Post* de discréditer les « réformateurs » iraniens qu'ils accusent d'être solidaires du régime des mollahs et de soutenir, eux aussi, le terrorisme et le fondamentalisme. Ils préconisent de soutenir les forces intérieures capables d'organiser un renversement du régime, incluant les « réformateurs ». Le lecteur observera avec intérêt qu'après avoir schématisé la vie politique iranienne en deux camps et les avoir affublés des qualificatifs de « conservateurs » et de « réformateurs », les analystes occidentaux sont forcés de se contredire pour rendre compte de leurs nouveaux objectifs. Après avoir tenté de jouer le président Khatami contre le Guide suprême Khamenei, en idéalisant le premier et en stigmatisant le second, ils veulent aujourd'hui renverser le régime en les décrivant comme les deux faces d'une même réalité. Voilà donc que nos experts évoquent de mystérieuses forces intérieures à l'Iran, mais extérieure au régime, sans préciser lesquelles. Or, contrairement à ce qu'ils écrivent, la particularité du régime actuel est d'avoir mis fin à la période thermidorienne de la révolution khomeyniste en organisant une cohabitation entre toutes les forces politiques du pays ; cohabitation qui a permis d'établir un consensus national tout en conduisant à la paralysie politique et bureaucratique actuelle qui ne donne satisfaction à personne.

Philip W. Yun, qui participa aux négociations de l'administration Clinton avec la Corée du Nord, témoigne dans le *Los Angeles Times*. D'origine coréenne, il croyait tout savoir sur ce sujet, mais a découvert à l'usage que ses *a priori* était faux : la Corée du Nord n'est pas agressive, mais défensive ; sa population n'aspire pas à changer de régime ; un coup d'État ne ferait qu'aggraver les problèmes ; et la Chine ne peut guère influencer sur le régime.

Enfin, le travailliste David Clark, ancien conseiller du ministre démissionnaire Robin Cook, s'en prend à son tour à Tony Blair dans le *Guardian*. Le quotidien de la gauche britannique mène en effet une campagne de longue haleine contre le Premier ministre et, en définitive, contre la tendance qu'il incarne, le New Labour. Clark explique en substance que les conclusions du rapport Hutton ne trompent personne. Il ne sert à rien de savoir si Tony Blair a menti ou s'il s'est auto-intoxiqué, dans tous les cas, il n'est pas digne de rester Premier ministre.

Gary Schmitt

Gary Schmitt est directeur exécutif du Project for the New American Century et a été directeur exécutif du Foreign Intelligence Advisory Board sous la seconde présidence de Ronald Reagan (1984-1988).

« Nos pressentiments de base étaient fondés »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Our Basic Instincts Were Sound », par Gary Schmitt, *Los Angeles Times*, 1er février 2004.

Si David Kay dit vrai en affirmant qu'il n'y avait pas de programme d'armes de destruction massive en Irak, alors c'est que l'administration Bush s'est trompée dans ses affirmations d'avant-guerre. Toutefois, les opposants à la guerre vont un peu vite en besogne en affirmant que l'administration a menti ou a détourné des informations pour justifier le renversement de Saddam Hussein car elle s'est appuyée sur les mêmes informations que celles utilisées par administration Clinton.

Il est évident que les services de renseignement états-uniens n'ont pas fait leur travail, même si ce travail n'était pas facile face au système policier de Saddam Hussein et ce d'autant plus qu'il était habile à découvrir nos agents ou à tromper nos systèmes de surveillance. En raison de l'inertie des systèmes bureaucratiques et fautes de nouvelles informations, les services de renseignement ont considéré que le programme d'armement irakien devait être le même qu'en 1991 alors qu'en fait la stratégie irakienne avait changé. Saddam Hussein avait détruit ses armes de destruction massive et la majeure partie de son programme d'armement afin de convaincre les inspecteurs de l'ONU de faire lever les sanctions et de pouvoir alors relancer ce programme.

Simultanément, il laissait croire aux États-Unis qu'il avait un programme d'armes de destruction massive afin, pensait-il, de dissuader Washington de l'attaquer.

Suite à l'erreur de jugement des États-Unis, des voix se sont élevées pour demander l'abandon de la doctrine des frappes préventives. Pourtant, si nous avons surestimé le programme irakien, nous avons sous-estimé celui de l'Iran et de la Libye, et d'autres par le passé, et cette stratégie reste d'actualité. Il est surtout impératif que nous développiions nos capacités de renseignement et de compréhension des pays inamicaux. Ce qu'il faut préserver, toutefois, c'est la volonté d'être prêts à faire face aux menaces car nous ne devons pas oublier que nous avons raison de penser que l'Irak désirait développer ses armes de destruction massive, même si cela devait avoir lieu plus tard.

Howard H. Leach



Howard H. Leach est ambassadeur des États-Unis en France. Magnat de l'industrie agro-alimentaire, il fut l'un des 100 principaux donateurs des campagnes de Bush père et Bush fils et trésorier national du Parti républicain.

« France - États-Unis, embellie en vue »

Source : Le Figaro

Référence : « France - États-Unis, embellie en vue », par Howard H. Leach, *Le Figaro*, 2 février 2004.

En 2003, les journaux ont surtout mis l'accent sur nos divergences au sujet de l'Irak et c'est vrai que ce fut une année difficile. Il ne faut cependant pas oublier ce que nous avons réalisé ensemble dans les Balkans et dans plusieurs pays d'Afrique, notre travail diplomatique en Iran et notre engagement commun dans le processus de paix israélo-palestinien. Nous avons aussi travaillé au gel des avoirs terroristes grâce à la collaboration de nos services de renseignement et développé nos relations commerciales pour le bien de nos deux économies. En ce début d'année 2004, force est de constater que la vente par des États et des scientifiques peu scrupuleux d'informations, de matériels et d'assistance à la production, d'armes de destruction massive pose une grave menace pour la France, les États-Unis et d'autres nations du monde. En agissant ensemble contre cette menace, la France et les États-Unis renforcent leur sécurité. Nous devons aussi poursuivre nos efforts diplomatiques communs concernant l'Iran, la Corée du Nord, la Libye et le Soudan, tout comme il faut continuer nos efforts pour parvenir à la paix dans le conflit israélo-palestinien. Aujourd'hui, grâce aux efforts des États-Unis et de la Coalition pour faire appliquer les résolutions de l'ONU contre Saddam Hussein, le langage diplomatique a gagné en crédibilité.

La France et les États-Unis ont tout à gagner de la coopération active dans la reconstruction de l'Irak, dans la poursuite de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, de la guerre au terrorisme et dans la stabilisation de l'Afghanistan. Le sommet du G8 aux États-Unis qui permettra de poursuivre le travail engagé à Évian et le sommet d'Istanbul de l'OTAN qui permettra de continuer la modernisation de l'Alliance seront des moments cruciaux de cette année. Rester résolu ensemble à défendre notre liberté et notre sécurité est la meilleure façon de commémorer le soixantième anniversaire du débarquement en Normandie.

Anthony C. Zinni



L'ancien général des Marines Anthony C. Zinni a été responsable des troupes états-uniennes dans la corne de l'Afrique, au Proche-Orient et en Asie centrale (1997-2000). Il a également été envoyé spécial pour le processus de paix israélo-palestinien. Il est membre du Center for Strategic and International Studies

« L'armée irakienne peut nous secourir »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Iraqi Army Can Ride to the Rescue », par Anthony C. Zinni, *Los Angeles Times*, 1er février 2004.

Avant le début de la guerre en Irak, j'ai assisté à une conférence où un enseignant, irakien en exil, affirmait que pour éviter le chaos en Irak après la chute de Saddam Hussein, il faudrait s'appuyer sur l'armée régulière irakienne. Compte tenu de mon expérience, je lui avait répondu que ce serait sans nul doute ce qui serait fait. Pourtant, contre toute attente, les États-Unis ont démantelé cette armée.

Pendant la Guerre du Golfe nous avons envoyé des prospectus aux soldats irakiens affirmant que nous ne les considérons pas comme nos ennemis et que, s'ils ne nous attaquent pas, nous ne les attaquerions pas. Depuis cette époque, j'ai souvent présenté l'armée irakienne comme une victime des ambitions maléfiques de Saddam Hussein. En 1999, un plan pour l'Irak de l'après-Saddam prévoyait également de s'appuyer sur cette armée.

Le démantèlement de l'armée, accompagné par la totale déba'asification du gouvernement est, selon moi, un mauvais calcul. Il n'est cependant pas trop tard pour faire machine arrière et pour rappeler cette armée une fois que nous l'aurons débarrassée de ses chefs partisans de Saddam Hussein et criminels de guerre. La déba'asification doit également être examinée pour que nous nous assurions que nous n'avons pas exclu des administrations des personnes capables. Il faut, pour reconstruire l'Irak, nous appuyer sur toutes les personnes compétentes qui peuvent contribuer à un nouvel Irak démocratique.

George Perkovich



George Perkovich est vice-président de la Carnegie Endowment for International Peace et

« Vérité ou défi »

Source : Washington Times

Référence : « Truth or dare », par George Perkovich, *Washington Times*, 2 février 2004.

Au début du mois de janvier, nous avons publié avec mes collègues du **Carnegie Endowment for International Peace**. Un rapport détaillant les erreurs systématiques commises par l'administration Bush dans la collecte des enseignements et la prise de décisions concernant les armes de destruction massive irakiennes. Depuis cette publication, on ne cesse de nous demander qui a menti à la population. Toutefois, je dormirais mieux s'il ne s'agissait que de mensonges.

coauteur de *WMD in Iraq : Evidence and Implications*.
Il a été le conseiller en politique étrangère du sénateur démocrate Joseph R. Biden Jr.

En effet, le problème qui se pose c'est que les dirigeants politiques se sont trompés, que les services de renseignement ne sont pas parvenus à comprendre la nature du programme d'armement irakien et les intentions de Bagdad, que les corps parlementaires n'ont pas joué leur rôle de contre-pouvoir et que les médias ont été crédules. Plutôt que de chercher qui a menti, il faut savoir comment améliorer le système.

Il faut tout d'abord comprendre pourquoi les services de renseignement étaient aussi mal informés sur l'Irak et ses capacités d'armement. Cette enquête doit être menée par un groupe indépendant et non partisan. Il faut également se pencher sur les présupposés de l'establishment et cesser d'utiliser des termes comme « armes de destruction massive » qui recouvrent des réalités beaucoup trop larges. De même, il n'y a rien qui prouve qu'on ne peut pas dissuader les pays de « l'Axe du Mal » de transférer leurs armes aux terroristes. Il faut également redéfinir la politique des frappes préventives car en attaquant une cible qui n'était pas une menace imminente, les États-Unis ont perdu la confiance du reste du monde.

Zbigniew Brzezinski



Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

« Restaurer la confiance envers l'Amérique »

Source : Washington Post

Référence : « Restoring Trust in America », par Zbigniew Brzezinski, *Washington Post*, 2 février 2004.

La façon dont nos dirigeants doivent être tenu pour responsable pour avoir affirmé que l'Irak avait des armes de destruction massive est un sujet de débat politique. Il sera tranché par les électeurs. Toutefois, deux problèmes sous-jacents à cette question nécessitent une réponse immédiate : la perte de crédibilité des États-Unis dans le monde et le caractère inadéquat de nos méthodes de renseignement.

L'Amérique a une puissance prépondérante, mais elle n'est pas omnipotente. Elle a besoin de pouvoir mobiliser l'aide d'autres nations quand cela est nécessaire. Cela nécessite que nous inspirions la confiance et les derniers événements nous ont affaiblis. En outre, alors que nous étions capables d'avoir des renseignements précis sur le fonctionnement et les intentions de l'URSS totalitaire, nous avons été incapables de savoir ce qui se passait en Irak, pays pourtant beaucoup plus poreux. C'est la preuve que les méthodes de nos services de renseignement ne sont plus adaptées.

Se fonder sur des conclusions hypothétiques et des extrapolations est inexcusable. Il faut que les États-Unis admettent avoir été mal informés et changent la direction de leurs services de renseignement. Il faut constituer un comité de personnes expérimentées qui fera un rapport sur les modifications à apporter aux *modus operandi* des services de renseignement.

Nir Boms, Reza Bulorchi

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyeddu cabinet Benador associates.

Reza Bulorchi est le directeur exécutif de l'US Alliance for Democratic Iran.

« Le mythe des mollahs modérés »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Myth of the moderate mullahs », par Nir Boms et Reza Bulorchi, *Jerusalem Post*, 2 février 2004.

La croyance populaire pourrait imaginer qu'un vent de liberté est en train de parcourir le Moyen-Orient avec les annonces en faveur de la démocratisation du président Assad en Syrie et de Kadhafi en Libye. De même, on peut croire que la crise actuelle en Iran est la preuve qu'il existe un vrai camp réformateur dans ce pays. Tout ceci n'est malheureusement qu'une illusion comme l'a prouvé l'usage cynique de la catastrophe de Bam pour transporter les armes iraniennes vers la Syrie sous couvert de transport de matériel humanitaire.

En Iran, Khatami et sa faction n'ont fait qu'utiliser le discours réformateur. En effet, la lutte pour le pouvoir ne porte que sur les personnes et pas sur les principes théocratiques de l'État. Les élections inspirées du modèle occidental ont été détournées pour ne pas les menacer. Derrière le label « réformateur » se cachent des personnes liées au Hezbollah ou qui ont pris part à la prise d'otage de l'ambassade états-unienne en 1979.

Quand Khatami se prononce en faveur du « respect de la loi », il parle de la loi théocratique. Khatami n'a jamais rien changé dans le domaine intérieur et il est simplement utilisé par Téhéran pour séduire le monde extérieur avec de beaux discours. Le changement de l'Iran ne pourra venir que de l'intérieur du pays, mais de l'extérieur du régime.

Quand Colin Powell parle de « changement d'attitude » de l'Iran et de ses mouvements « encourageants », il s'agit d'une conception erronée d'un régime qui alimente le terrorisme et exporte le fondamentalisme.

Philip W. Yun



Philip W. Yun, ancien fonctionnaire au département d'État sous l'administration Clinton, a participé aux négociations avec la Corée du Nord entre 1998 et 2000.

« Pour comprendre la Corée du Nord, il faut abandonner nos vieilles suppositions »

Source : Los Angeles Times

Référence : « To Understand North Korea, Toss Out Old Assumptions », par Philip W. Yun, *Los Angeles Times*, 2 février 2004.

Les critiques de David Kay sur les renseignements relatifs à l'Irak soulignent les limites de notre capacité à collecter et analyser de telles données. Cela devrait aussi pousser les néo-conservateurs à être plus prudents sur notre capacité à comprendre la Corée du Nord.

En 1998, quand je suis arrivé au **département d'État**, je pensais savoir tout ce qu'il y avait à savoir sur la Corée du Nord de par mes origines et j'étais un chaud partisan d'une attaque contre ce pays. Je me suis aperçu finalement que je ne me fondais que sur des caricatures. La clé de toute confrontation est la connaissance de l'adversaire et il est donc important de se pencher sur certains mythes de la politique états-unienne vis-à-vis de la Corée du Nord :

- ▶ La Corée du Nord est prête à attaquer la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon. C'est faux, même si Pyongyang a la possibilité de causer de grands dommages, ses objectifs sont défensifs. Il faut donc convaincre la Corée du Nord qu'elle est plus en sécurité sans armes nucléaires.
- ▶ La population attend le renversement du régime. C'est également faux. Le pays est isolé et la population ne connaît rien d'autre que le culte de la personnalité lié à Kim Jong Il.
- ▶ *Un changement de régime ou un coup d'État résoudrait nos problèmes.* Ceux qui sont susceptibles de faire ce coup d'État sont des militaires ou des responsables communistes qui sont nés après la fondation de la Corée du Nord et ne connaissent pas le monde extérieur. Ils sont, même s'il ne faut pas généraliser, plus fanatiques que leurs prédécesseurs.
- ▶ *La Corée du Nord peut être influencée de l'extérieur.* En fait, la Chine peut influencer la politique nord-coréenne de façon marginale, mais pas en profondeur sur les questions de sécurité.

David Clark



David Clark est ancien conseiller spécial de Robin Cook au ministère des Affaires étrangères (1997-2001).

« Une demi vérité n'est peut-être pas un mensonge, mais c'est quand même malhonnête »

Source : The Guardian

Référence : « A half-truth may not be a lie, but it is still dishonest », par David Clark, *The Guardian*, 2 février 2004.

Malgré son acquittement par la **Commission Hutton**, **Tony Blair** n'a pas réussi à convaincre l'opinion publique britannique de sa bonne foi. En ne donnant pas une conclusion plausible, Hutton a terni sa réputation tout en provoquant une réaction contre Blair bien plus grave que s'il l'avait un peu critiqué.

Hutton a eu le tort de ne pas reconnaître que quand Gilligan de la **BBC** affirmait que le gouvernement avait « enjolivé » le rapport sur les armes de destruction massive irakienne, cela pouvait dire qu'il avait utilisé de véritables informations en les présentant de façon à tromper la population. Une semi-vérité n'est pas un mensonge, mais c'est tout aussi malhonnête. C'est pour cela que les témoins dans les procès sont tenus de dire l'entière vérité et non pas seulement la vérité. Un juge de l'expérience d'Hutton aurait pu faire la distinction que tous les Britanniques sont parvenus à faire.

La population a appris des auditions que le gouvernement avait modifié des tournures de phrases dans les rapports fournis par les services de renseignement afin d'accréditer davantage la thèse selon laquelle l'Irak possédait des armes de destruction massive. L'affirmation des « 45 minutes » est l'exemple classique de ce procédé. Les récentes affirmations de David Kay vont bientôt empêcher le gouvernement Blair d'affirmer qu'il avait raison depuis le début.

L'Irak avait peut-être une chance de devenir une menace sur le long terme, mais il n'existait pas d'urgence nécessitant qu'on empêche **Hans Blix** de faire son travail. Affirmer que le Premier ministre s'est auto-intoxiqué n'est pas non plus une excuse et n'est pas une affirmation très rassurante vue la position occupée par Tony Blair.